

Bock-Côté : c'est McKinsey qui décide de la folle politique d'immigration au Canada

écrit par Antiislam | 11 janvier 2023





Du Figaro :

«Cabinets de conseil et démocratie»

CHRONIQUE – McKinsey, concerné par des révélations dans la gestion de la pandémie en France, s'est aussi imposé en quelques années au cœur du gouvernement canadien.

Il y a quelques mois à peine, les révélations entourant le rôle de McKinsey dans la gestion de la pandémie en France étaient bien près de faire déraiper la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

De quoi la présence massive de ce cabinet de conseil dans la crise sanitaire était-elle le nom? S'agissait-il d'une

exclusivité française, et, plus encore, d'une exclusivité macronienne?

Plusieurs le crurent, ou voulurent le croire.

Il suffit de se tourner vers l'actualité d'outre-Atlantique pour comprendre qu'il n'en est rien.

Radio-Canada nous apprenait ainsi mercredi dernier que cette firme s'était imposée en quelques années au cœur du gouvernement canadien.

Alors qu'elle ne jouait qu'un rôle mineur dans les affaires de l'État jusqu'en 2015, quand le Canada était dirigé par le Parti conservateur de Stephen Harper, elle a vu les contrats qui lui étaient attribués multipliés par 30 depuis l'élection du Parti libéral du Canada de Justin Trudeau.

Ce basculement administratif s'est accompagné de vrais changements politiques.

Car, l'essentiel est peut-être là, on apprenait que McKinsey avait manifestement joué un rôle majeur dans la redéfinition des orientations de la politique d'immigration, au point même de s'en emparer. Radio-Canada l'écrit sobrement, mais sans ambiguïté:

«L'influence de McKinsey sur les politiques d'immigration canadiennes n'a cessé de grandir au cours des dernières années, sans que le public en ait conscience.»

Il y a quelques mois, le gouvernement fédéral canadien a décidé d'une hausse historiquement exceptionnelle des seuils d'immigration, en les augmentant à 500.000 par année.

La tendance ira à la hausse dans les années à venir. Or, en 2016, un comité d'experts créé par le ministre des Finances du Canada, et dirigé par le grand patron mondial de McKinsey de

l'époque, avait fait les manchettes en proposant alors de les augmenter à 450 .000, pour dynamiser l'économie du pays.

Manifestement, il a été entendu.

Le patron de McKinsey était par ailleurs le fondateur d'un think-tank, l'Initiative du siècle, qui, depuis quelques mois, a aussi beaucoup fait parler à propos des questions d'immigration.

Ce groupe de pression s'est donné pour mission de pousser le Canada à viser une population de 100 millions d'ici la fin du siècle.

Ces idées ont trouvé de l'écho dans un gouvernement qui avait envie de les entendre, car le Canada est certainement de tous les États occidentaux celui qui est le plus sensible à ce discours.

Dès les années 2000, les leaders du Parti libéral du Canada, hégémonique dans la vie politique canadienne, auquel appartient Justin Trudeau, se plaisaient à décrire le Canada comme le premier pays postnational se définissant exclusivement par son adhésion au multiculturalisme.

Cette doctrine s'est radicalisée sous Justin Trudeau, qui s'est déjà fait une fierté d'affirmer que le Canada était un pays sans noyau culturel. L'immigrationnisme, le multiculturalisme et le culte de la mondialisation s'emboîtent naturellement

L'empire croissant des firmes d'expertise sur les États est une question politique à part entière.

Ces firmes de consultation ne se présentent pas sans un lourd programme idéologique, rarement avoué, généralement dissimulé dans le langage de la technocratie managériale, mais toujours présent.

Partout où elles passent, elles imposent une forme d'homogénéisation des pratiques administratives.

Il ne s'agit plus de gérer chaque État en fonction de ses réalités spécifiques, en fonction de ses traditions nationales et politiques, mais de les «normaliser», dans l'idéal d'une interchangeabilité des sociétés.

On pourrait y voir une composante spécifique à l'appareillage bureaucratique de ce qu'on appelait hier la gouvernance globale, qui travaille à râper les différences entre les pays.

L'État n'a pas partout la même fonction dans l'organisation sociale, qu'il s'agisse de la France, du Canada ou du Royaume-Uni.

Il y a quelques mois encore, qui s'inquiétait de l'emprise de ces firmes risquait l'accusation de conspirationnisme.

Maintenant que cette accusation ne tient plus, le discours dominant change de registre, et fait de l'appel systématique à ces firmes une preuve d'efficacité administrative.

Dès les années 1940, une grande figure de la science politique comme James Burnham avait noté que le développement de l'État administratif entraînait un déplacement de la souveraineté dans l'État, créant les conditions d'une ingénierie sociale à grande échelle.

Et de fait, à travers ce remplacement d'une bureaucratie nationale par une bureaucratie privée transnationale, c'est un changement de régime inavoué qui s'opère, qui abîme non seulement la qualité de l'administration publique mais les conditions d'exercice de la démocratie.

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/mathieu-bock-cote-cabinets-d-e-conseil-et-democratie-20230106>